

DISTINCTION UNIVERSITAIRE

Ousmane Oumar Kane
primé aux États-Unis



P. 2

SPORT ET ÉQUITÉ

Des plateaux
multifonctionnels
pour 25 communes



P. 2

LIONS DU FOOTBALL

Pape thiaw,
le choix fort de la FSF



P. 8

ENTRE ESPOIR ET RÉSILIENCE

DES SINISTRÉS DE MATAM TENTENT DE DÉPASSER LA CRUE

LIRE
PAGE 3



INFRASTRUCTURES SPORTIVES

■ Par Bakary Badji

Vingt-cinq communes du Sénégal devraient être dotées de plateaux sportifs dont les travaux sont appelés à démarrer en 2025.

La ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Khady Diène Gaye, et le directeur de l'Agence de construction des bâtiments et édifices publics (ACBEP), Baye Niass, ont signé une convention dans ce sens, vendredi 13 décembre, à Dakar.

Cette « convention de partenariat stratégique avec l'ACBEP » vise la construction de « 25 plateaux multifonctionnels dans 25 communes du pays », selon Khady Diène Gaye.

La construction de ces infrastructures sportives de proximité, dont les travaux vont démarrer dès 2025, est une manière de « contribuer à la restauration de l'équité territoriale et sociale », précise la ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture.

Pour cette première phase du programme, l'accent sera mis sur des disciplines sportives telles que le handball, le basketball, le volleyball et le baseball-fly.

« Cela ne signifie pas que les autres disciplines sportives

DES PLATEAUX MULTIFONCTIONNELS ANNONCÉS POUR 25 COMMUNES



seront négligées », a souligné Mme Gaye, soulignant que ce projet constitue une étape initiale d'un programme sectoriel plus large.

En ce qui concerne le volet culturel, la ministre a indiqué qu'une réflexion est déjà engagée qui permettra de finaliser le contenu du projet ultérieurement. Pour sa

part, le directeur de l'Agence de construction des bâtiments et édifices publics (ACBEP), Baye Niass, a assuré que « le programme des 25 plateaux multifonctionnels sera réalisé dans le respect des normes et des standards de sécurité ». ■

ÉTUDES AFRICAINES

LE SÉNÉGALAIS OUSMANE KANE DISTINGUÉ POUR SA CONTRIBUTION « REMARQUABLE »

■ Par Souleymane Faye

L'universitaire sénégalais Ousmane Oumar Kane, enseignant à l'université de Harvard, aux États-Unis, vient d'être récompensé pour sa contribution aux études africaines, discipline comprenant l'étude de l'histoire de l'Afrique (précoloniale, coloniale, postcoloniale).

Le professeur Kane a été récompensé du « Distinguished Africanist Award », prix décerné par l'Association pour la promotion des études africaines. « Cette distinction met en lumière certaines des contributions les plus remarquables dans le domaine des études africaines », explique la même association dans un communiqué.

Outre l'étude de l'histoire de l'Afrique, les études africaines englobent l'étude de la démographie (groupes ethniques), de la culture, de la politique, de l'économie, des langues et de la religion (islam, christianisme, religions traditionnelles). Un spécialiste des études africaines est souvent appelé « africaniste ».

Le professeur Ousmane Oumar Kane est titulaire d'une chaire – le poste le plus élevé du professorat – de la prestigieuse université américaine de Harvard. Il est le fils de Sayda Mariama Ibrahima Niass, une grande figure de l'enseignement coranique au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.



Une filiation prestigieuse, si l'on sait que la mère du professeur Ousmane Oumar Kane est la fille de El Hadj Ibrahima Niass dit Baye, un maître soufi sénégalais de renommée internationale, de la branche de la tidjania. Il compte des millions de fidèles à travers le monde.

Baye Niass était aussi connu pour son idéologie panafricaniste qui allait de pair avec la défense des valeurs islamiques. ■

SOCIÉTÉ NATIONALE AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALAISE (APS)

ADRESSE :

Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :
Momar Diongue

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES CONTENUS :
Amadou Samba Gaye

CHEF DE SERVICE :
Aboubacar Demba Cissokho

PHOTOGRAPHES :
Pape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE / INFOGRAPHIE :
Essa Seck

SERVICE COMMERCIALE :
Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95



SOCIÉTÉ

■ Par Amadou Thiam

Le village de Belli Diallo, à Matam, comme toutes les localités sinistrées de la crue du fleuve Sénégal, est un symbole de résilience. Ses habitants, relogés sur un site de recasement, tentent de retrouver une vie normale, avec l'espoir de retourner bientôt dans leurs maisons envahies par les eaux.



Situé à environ trois kilomètres de la commune de Matam (nord), Belli Diallo ressemble toujours à un village fantôme. Et pour cause, en octobre dernier, la crue du fleuve Sénégal avait contraint ses habitants à quitter leurs habitats gagnés par la montée des eaux.

Trois mois plus tard, le décor n'a pas encore changé. Des vestiges de maisons détruites par la furie des eaux accueille le visiteur. Certaines éventrées, d'autres dépourvues de toit, d'autres encore totalement rasées.

Leurs anciens occupants vivent désormais de l'autre côté du village, sur la route menant vers les champs du Walo, sur les terres réservées à la culture de décrue. Ici, vingt-quatre familles vivent dans des conditions précaires, dans des cases qui ne protègent ni de la poussière, ni du vent, ni du froid.

« Depuis que les eaux ont envahi notre village, nous habitons ici, dans cet espace, avec nos familles. C'est ici que nous faisons tout. Nos habitations n'ont pas résisté », confie Mamadou Sy, un bûcheron qui essaie de retrouver tant bien que mal une vie normale.

Non loin de ce qui lui sert aujourd'hui de maison, il a timidement recommencé son travail. « Cela ne ressemble en rien avec notre maison en banco, où j'ai passé presque toute sa vie », dit Mamadou, multipliant les coups de hache appuyés contre de grosses branches de bois mort. Son fils de trois ans, lui, n'a que la conscience de son âge, est occupé à jouer à côté de la case. Un abri fait de bric et de

CRUE DU FLEUVE SÉNÉGAL BÉLLI DIALLO, VILLAGE DE LA RÉSILIENCE



broc : de paille, de bois, de morceaux de tissus, de toile et de nattes.

Mamadou Sy vit désormais, ici, avec sa petite famille. En attendant le retrait des eaux et la reconstruction de son ancienne maison, il s'agit d'un moindre mal.

Durant les premiers jours de la crue du fleuve, les maisons étaient littéralement envahies par les eaux et s'étaient totalement vidées de leurs occupants devenus des sans-abris en l'espace de quelques heures.

La famille de Mamadou Sy et les vingt-trois autres du village de Belli Diallo ont été contraintes d'aménager des cases de fortune. Posté devant sa case de fortune, il symbolise toute la résilience des habitants de Belli Diallo. La plupart continue de vaquer à leurs occupations comme si de rien n'était, en attendant des lendemains meilleurs.

Une vie de village est en train de se créer. A côté de chaque case, des ustensiles de cuisine sont posés à même le sol ou accrochés. Des motos et charrettes, des sacs de ciment couverts par des bâches ajoutent un charme ordinaire à ce tableau familial.

Des promesses et un semblant de vie normale

A cette heure où presque toutes les femmes de ce site de recasement sont parties vendre du poisson au marché de Matam, une dame sort de sa case. Malgré sa petite taille, elle est obligée de se courber pour se retrouver dehors. Vêtue d'un boubou

multicolore, le visage marqué par le froid qui sévit depuis quelques jours, Aminata Diallo désespère de voir perdurer la situation de précarité dans laquelle vivent les habitants de son village.

« Toutes les promesses qui nous avaient été faites ne sont toujours pas satisfaites. Depuis deux mois, nous vivons ici avec toutes nos familles », dit-elle. Le maire de Ogo, une commune voisine, avait promis de reconstruire tout le village de Belli Diallo, mais pour l'instant, rien de tel n'a été concrétisé, ajoute Aminata Diallo, aux yeux de qui le plus important est la reconstruction des anciennes habitations.

Mamadou Abdoulaye Camara, le chef du village, abonde dans le même sens. « La reconstruction de Belli Diallo est devenue urgente », au regard de la situation de précarité dans laquelle se trouvent ses habitants, lance-t-il.

Pour l'heure, les vingt-quatre familles installées sur le site de recasement essaient de retrouver leurs habitudes dans un nouveau cadre marqué par des scènes de la vie ordinaire.

Les adultes poursuivent au quotidien leurs activités principalement axées sur la pêche, le commerce et l'agriculture de décrue.

Des groupes d'enfants, dans leur insouciance, continuent de courir partout et de sautiller, poussant des cris audibles à plusieurs mètres à la ronde. Une ambiance est joyeuse, signe que tout n'est pas perdu malgré les difficultés. ■

INDUSTRIALISATION

UN EXPERT DONNE LES CLÉS DE LA STRATÉGIE GAGNANTE

■ Par Souleymane Faya

L'industrialisation, est la clé de la transformation économique, une étape cruciale pour développer un pays, créer des emplois en nombre suffisant pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Le Sénégal, pour y arriver, doit s'atteler à configurer son territoire en régions industrielles, sur la base des spécificités écologiques, environnementales ou économiques de ses différentes parties, suggère l'expert sénégalais Youssoupha Samuel Mbaye.



La promotion du libre-échange est également une dimension fondamentale à prendre en compte dans la stratégie de développement de l'industrie, a souligné ce conseiller technique du Premier ministre.

L'avenir de l'industrie sénégalaise, dit-il, conditionne une reconfiguration du pays en une dizaine de régions industrielles, sur la base des spécificités écologiques, environnementales ou économiques de ses différentes parties.

« Ce choix doit être basé sur des critères bien définis, notamment des critères d'ordre climatique et écologique, en fonctions aussi de la disponibilité des matières premières », a expliqué M. Mbaye.

Selon cet ingénieur en développement industriel l'ingénieur, cette subdivision du pays en régions industrielles va décentraliser l'industrie nationale concentrée depuis longtemps dans la région de Dakar.

La région de Matam (nord) par exemple devrait avoir une vocation minière en raison de ses phosphates, a-t-il expliqué, suggérant que les industries soient implantées dans des endroits proches de leurs matières premières.

« La disponibilité de la main-d'œuvre et bien d'autres critères doivent être pris en compte » dans la configuration des régions industrielle, a suggéré cet expert ayant travaillé dans l'électronique, l'automobile et d'autres branches de l'industrie en France et au Japon. Il estime

que les difficultés de l'industrie sénégalaise découlent d'un « manque de stratégie » des gouvernements. « Lorsque vous voulez développer quoi que ce soit dans la vie, dans l'industrie à plus forte raison, il faut avoir un plan bien établi ». L'industrie, insiste-t-il, s'accommode nécessairement de « prérequis ».

« Je suis persuadé que les objectifs seront atteints »

« L'objectif du gouvernement d'aujourd'hui est justement de [...] mettre en place un plan stratégique » de politique industrielle, selon Youssoupha Samuel Mbaye, auteur d'un plan d'accélération industrielle du Sénégal basé sur 15 « leviers », dont il est fait mention dans le référentiel « Sénégal 2050 », le programme de politique générale du gouvernement pour les prochaines années.

L'industrie devra « normalement jouer un rôle important, voire prépondérant », dans ce programme public, a dit M. Mbaye, se disant « persuadé que les objectifs seront atteints. »

Il a souligné que la « situation de sous-industrialisation » du pays résulte de la fermeture de centaines d'entreprises industrielles, souhaitant que l'industrie soit utilisée comme « cheval de bataille » par les autorités du pays.

Il suggère donc une la reprise en main du tissu industriel sénégalais, ce qui va consister à remettre en marche certaines usines fermées ou en difficulté. A ce sujet, Youssoupha Samuel

Mbaye demande aux pouvoirs publics sénégalais d'aller vers une « compensation industrielle soutenue par une totale reprise en main du tissu industriel ».

La reprise en main doit consister à remettre en marche certaines usines, dont la SONACOS, la principale huilerie du pays, et la SOTIBA, une société textile fermée depuis plusieurs années. Cette démarche donnera la possibilité au Sénégal d'« éviter d'être un géant aux pieds d'argile » lorsque les tentatives de relance de l'industrie donneront leurs fruits, selon l'expert.

« Bien sûr, pour compenser ces sociétés-là, les reprendre en main et les développer, il faut identifier [ce qui] ne va pas avec elles [...] On ne peut pas résoudre un problème si on n'en connaît pas la cause », a-t-il relevé, assurant que cette démarche va se révéler fructueuse si les pouvoirs publics mettent en place des plans de relance des usines concernées et veillent à ce que soient respectées les six phases de développement de tout projet dans l'industrie.

Le libre-échange, « une dimension fondamentale »

La relance de l'activité des usines fermées ou en difficulté doit s'accompagner du respect de « tous les indicateurs de performance requis, notamment les trois principaux : le respect des coûts prévus, le respect de la qualité et celui des délais », a précisé M. Mbaye.

Il fait savoir que le recensement des entreprises

en difficulté « est en cours, pour ne pas dire qu'il est déjà fait ».

« C'est fait pour identifier de manière exhaustive toutes les industries qui sont aujourd'hui en difficulté, dans le but de faire le nécessaire, de manière stratégique... », a poursuivi Youssoupha Samuel Mbaye.

De même, la promotion du libre-échange est une dimension fondamentale à prendre en compte dans la stratégie de développement de l'industrie à mettre en œuvre par le gouvernement, a indiqué le conseiller du Premier ministre.

Il faut « surtout penser à valoriser les accords de libre-échange, dont celui de la ZLECAf (la zone de libre-échange continentale africaine) », a-t-il préconisé, estimant qu'une telle démarche va renforcer l'intégration économique du Sénégal dans le commerce africain et au-delà du continent.

« Les accords de libre-échange doivent être valorisés, mais on ne peut les valoriser que si et seulement si on a de quoi exporter », a dit l'expert, militant pour la création de « 40 à 50 zones industrielles régionales, départementales et communales à l'horizon de 2029 ».

D'ici à 2035, a-t-il poursuivi, une centaine de « zones industrielles » doivent être créées dans le territoire sénégalais, selon Youssoupha Samuel Mbaye.

« Si mon calcul est bon, en 2040, il doit y avoir environ 150 zones industrielles au Sénégal, ce qui permettra à coup sûr d'atteindre l'autonomie industrielle ». « Je suis persuadé que nous aurons 40 à 50 zones industrielles, d'ici à l'horizon de 2050, nous auront bien sorti la tête de l'eau », assure-t-il.

« L'industrialisation consiste à développer un projet à partir d'une idée pour arriver à un résultat, en respectant toutes les conditions nécessaires à la réussite d'un projet industriel. Et en [...] prenant en compte tous les indicateurs de performance, notamment [...] la maîtrise des coûts, la maîtrise de la qualité et celle des délais », a expliqué l'expert.

« Dupliquer » l'exemple de Sandiara

Interrogé sur le développement des zones industrielles au Sénégal, il estime que celle de Diamniadio (ouest), la première, « n'a pas atteint son optimum, malgré tous les efforts fournis et les financements » dont elle a bénéficié. La zone industrielle de Diamniadio doit être développée et son modèle reproduit dans les régions, départements et communes, selon Youssoupha Samuel Mbaye.

Il propose par ailleurs de « dupliquer » dans d'autres villes sénégalaises l'expérience de la commune de Sandiara (ouest) en matière

d'industrie, tout en évitant l'« atomisation » des installations industrielles du pays.

« Je pense que ce ministère (celui de l'Industrie et du Commerce) est sur la bonne voie. Ce qui se fait à Sandiara en matière d'industrie est une première au Sénégal, après ce qu'il y a à Diamniadio. En matière d'industrie, je considère Sandiara comme un laboratoire pour toutes les communes du Sénégal », a dit M. Mbaye.

« Si nous arrivons à faire dans plusieurs villes ce qui a été fait à Sandiara, nous aurons de bons résultats. C'est un modèle qu'il faut dupliquer dans d'autres villes du pays », a recommandé le spécialiste de la stratégie industrielle.

À son avis, le programme public de construction de zones industrielles devrait tenir compte de l'expérience de cette commune située dans la région de Thiès, où d'importantes usines ont été implantées en quelques années, sous l'égide de son ex-maire, Serigne Guèye Diop, l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Mbaye affirme cependant que les pouvoirs publics doivent éviter l'« atomisation » de l'industrie sénégalaise. « Il y a un risque majeur dans la duplication de ce qu'il y a à Sandiara

: l'atomisation du secteur industriel. Pour l'éviter, il faut créer des chaînes de valeur à l'aide de la sous-traitance industrielle, qui permet de résoudre beaucoup de problèmes en termes de réactivité des entreprises, de transport, de maîtrise des délais et des intrants, d'efficience des systèmes de production », a-t-il soutenu.

Le conseiller technique du Premier ministre, chargé du développement industriel, explique que « l'atomisation de l'industrie est le fait d'avoir des usines dispersées, implantées d'une manière pas stratégique ».

« C'est aussi le fait de fabriquer à Dakar un produit dont la matière première se trouve à Tambacounda, très loin du lieu de fabrication. Dans cet exemple, il est plus logique d'installer l'unité industrielle à Tambacounda. »

« L'atomisation, c'est également le fait de recourir à un sous-traitant qui se trouve à Ziguinchor pour des services à livrer à Dakar, par exemple. Par une succursale, on peut faire en sorte que le sous-traitant soit présent à Dakar ou pas loin de Dakar », a conclu M. Mbaye.



PLATEAU MÉDICO-TECHNIQUE

■ Par Abdoulaye Diallo

Le pôle mère-enfant du Centre hospitalier régional de Tambacounda (est), ouvert en octobre dernier, a grandement contribué à améliorer la qualité des soins dans la zone orientale du Sénégal. Il représente une aubaine pour le personnel médical très engagé dans le combat pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans cette partie du pays.



Fonctionnel depuis le 1er octobre 2024, le pôle mère-enfant du Centre hospitalier régional de Tambacounda dispose d'une capacité d'accueil de 103 lits dont 44 pour la maternité. Il est aussi doté d'un bloc opératoire.

Son service pédiatrique compte 59 lits, répartis entre l'unité de la néonatalogie disposant de couveuses et de berceaux, et l'unité dédiée aux grands enfants.

D'une superficie d'environ 2000 m², ce nouveau bâtiment est niché au cœur du centre hospitalier régional de Tambacounda. L'infrastructure conçue en béton armé sur deux niveaux avec une façade continue de briques d'aération fonctionnant comme un brise-soleil pour faciliter la circulation de l'air. La toiture est composée de voûtes, également en béton armé, sur laquelle une deuxième en tôle vient créer un entre-deux qui protège le bâtiment de la radiation directe du soleil.

Une grande amélioration en termes de capacité d'accueil

« La mise en place de ce pôle a considérablement amélioré la qualité de notre service. Il fallait voir là où on était pour comprendre la différence actuelle et l'importance de ce pôle », déclare le chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital régional de Tambacounda, Boubacar Beydi Diarra, lors d'une visite guidée au profit de l'APS.

TAMBACOUNDA MISE SUR UN PÔLE MÈRE-ENFANT DE RÉFÉRENCE



En cette matinée de décembre, les allées et venues sont incessantes au niveau du pôle mère-enfant.

Dans les couloirs, quelques patients et leurs proches attendent de voir un médecin.

Au rez-de-chaussée se trouve la maternité, le deuxième étage étant réservé à la pédiatrie. « Les constructions du pôle répondent mieux aux normes, avec plus de 50 lits. C'est une grande amélioration en termes de capacité d'accueil, car, avant la mise en service de ce pôle, on avait juste 35 lits », explique M. Diarra. Ce service de pédiatrie est suffisamment isolé au premier étage, pour éviter le moindre inconfort aux nouveau-nés.

« Au niveau de la néonatalogie, nous avons une capacité de 30 places composées de

sept tables, 12 berceaux et une autre salle d'une capacité de 10 places. Ce qui nous donne une capacité globale de 40 places pour la néonatalogie. Elle peut accueillir jusqu'à 40 bébés », détaille Moustapha Traoré, pédiatre au niveau de ce principal centre hospitalier du Sénégal oriental.

« Vous voyez ces bébés, ce sont des triplés, C'est pourquoi on les a mis ensemble. Ils se portent bien et seront bientôt libérés », dit le pédiatre en désignant de nouveau-nés.

Plaidoyer pour le renforcement du personnel médical

M. Traoré a également salué les améliorations notées dans la prise en charge des patients au niveau de la pédiatrie depuis la mise en service de ce pôle mère-enfant.

« Depuis que nous sommes ici, nous sentons une grande amélioration dans le travail, même si, parfois, il nous arrive d'être débordés », confie-t-il en jetant des regards furtifs sur les berceaux.

Il y a cependant qu'avec l'augmentation de la capacité d'accueil, les responsables du pôle mère-enfant notent un déficit en personnel. Ils plaident donc pour le renforcement des ressources humaines en vue de satisfaire la demande dans la région de Tambacounda.

« Le travail nécessite plus de ressources humaines. On a besoin de deux sages-femmes, deux infirmiers et trois techniciens anesthésistes au minimum », plaide Babacar Beydi Diarra, le responsable de la maternité.

« Si nous avons une pédiatrie qui a une capacité de 40 places, nous devons avoir suffisamment de bras pour la prise en charge des patients. Aujourd'hui, nous avons un déficit important. Il nous faut 5 médecins généralistes

et des infirmiers pour répondre à la demande », signale, pour sa part, le pédiatre Moustapha Traoré. Concernant la gestion durable et l'amélioration de la qualité de service, le chef du service de gynécologie obstétrique, Babacar Beydi Diarra, demande à la population de s'approprier cette infrastructure par des « comportements exemplaires ».

« Nous demandons à la population de faire un bon usage de ce pôle. Cela serait intéressant que la population participe à la préservation des locaux en évitant les occupations anarchiques des couloirs », lance-t-il.

Un financement de KORSA, une ONG américaine

« C'est pour cela que nous essayons, avec une certaine pédagogie, de les amener à comprendre la manière dont nous voulons que ce pôle mère-enfant fonctionne », ajoute le chef de service.

Le pôle a été financé par KORSA, une

organisation à but non lucratif américaine évoluant dans la santé, l'éducation, l'environnement, et qui intervient dans la région de Tambacounda. Selon le chef du service de gynécologie obstétrique, le pôle mère-enfant reçoit des références de toute la région de Tambacounda, ainsi que d'autres pays frontaliers comme le Mali, la Gambie et la Guinée.

Le pôle mère-enfant bénéficie aussi de l'accompagnement de l'État du Sénégal, à travers un appui du ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Il s'y ajoute que l'hôpital régional de Tambacounda vient de mettre en service son deuxième scanner de 64 barrettes, octroyé par le ministère de la Santé et de l'Action sociale en partenariat avec la coopération japonaise, dans le cadre du processus de relèvement du plateau médical de la région. Le pôle mère-enfant sonne ainsi comme une révolution dans la prise en charge des nouveau-nés dans la région. ■



SPORT

■ Par Seynabou kâ

Le Ferroviario Maputo du Mozambique a remporté la Ligue africaine féminine de basket 2024, dimanche 15 décembre, en venant à bout de d'Al Ahly d'Égypte, 81 points à 72, à l'issue de la finale jouée au stadium Marius-Ndiaye, à Dakar.

Le club mozambicain succède au Sporting Club d'Alexandrie (Egypte), double champion de cette compétition.

Le Ferroviario Maputo obtient le trophée de la Ligue africaine féminine de basket pour la troisième fois, après ses victoires finales aux éditions 2018 et 2019.

Les Mozambicaines ont gagné tous leurs matchs, dans ce tournoi qui se jouait depuis vendredi 6 décembre. L'ASC Ville de Dakar, hôte de l'édition 2024, a terminé au pied du podium. Elle a été battue par l'Armée patriotique rwandaise, 96 points à 94, lors du match de classement.

L'ASC Ville de Dakar, la Jeanne d'Arc de Dakar et 10 autres clubs du continent, champions dans leur pays pour la plupart, ont pris part à cette 28e édition de la Ligue africaine féminine de basket. La JA a été éliminée lors des quarts de finale.

La Ligue africaine féminine de basket, ou FIBA Africa Women Basketball League, a remplacé la Coupe d'Afrique des clubs champions féminins de basket après l'édition de 2022. C'est une compétition organi-

LIGUE AFRICAINE FÉMININE DE BASKET : LE FERROVIARIO MAPUTO SACRÉ, L'ASC VILLE DE DAKAR TERMINE AU PIED DU PODIUM



sée par la FIBA Afrique, l'instance chargée du basketball africain.

La première édition de la Ligue africaine féminine de basket a eu lieu au Sénégal et a été remportée par l'AS Bopp Basket Club, un club dakarois, en 1985.

Le Sénégal a également abrité trois autres éditions (1993, 1997 et 1999), qui ont été remportées par le Dakar Université Club. Il est le troisième pays le plus titré de la

compétition, avec quatre trophées.

Vingt-cinq ans après la dernière édition à Dakar, le Sénégal accueillait cette année cette compétition, pour la cinquième fois.

L'Angola et le Mozambique sont les pays les plus titrés, avec huit trophées pour les clubs de chacun de ces deux pays. ■

STAFF DES LIONS DU FOOTBALL : PAPE BOUNA THIAW CONFIRMÉ SÉLECTIONNEUR

■ Par Seynabou Kâ

La Fédération sénégalaise de football a porté son choix sur Pape Thiaw, 43 ans, pour diriger l'équipe nationale du Sénégal, moins d'un mois après la fin de son intérim sur le banc des Lions.

Ce choix, officialisé vendredi 13 décembre par un responsable de l'instance dirigeante du football sénégalais, devrait toutefois être entériné par l'Etat du Sénégal, à travers le ministère des Sports.

La finale de la CAN 2025 et une qualification pour le Mondial 2026 sont les objectifs assignés au technicien, préféré à Omar Daf, actuel entraîneur d'Amiens (Ligue 2) et Habib Bèye (sans club).

Pape Thiaw actuel avait pris les rênes de l'équipe nationale du Sénégal en tant que coach intérimaire, à la veille de la troisième journée des qualifications à la CAN 2025. Il fera carton plein : quatre matchs, quatre victoires, zéro but encaissé, huit inscrits.

Il a ainsi réussi à insuffler un nouveau souffle aux Lions ont les derniers résultats, moins convaincants que par le passé, ont provoqué la chute de Aliou Cissé, remercié le 2 octobre 2024, après dix ans passés à la tête de l'équipe nationale du Sénégal.

Pape Bouna Thiaw aura donc la lourde tâche de faire progresser un peu plus un groupe qui a remporté la CAN 2021 au Cameroun sous les ordres de son pré-



décesseur, après avoir atteint la finale de l'édition 2019 en Egypte.

Cissé, en poste depuis 2015, a participé à la Coupe du monde 2018 en Russie, lors de laquelle le Sénégal avait été éliminé dès le premier tour. Il a ensuite qualifié les Lions pour la deuxième Coupe du monde au Qatar, lors de laquelle les Lions avaient été éliminés en huitièmes de finale par l'Angleterre.

Pape Thiaw, un ancien attaquant formé à l'ASC Yeggo (Dakar), a été sélectionné 16 en équipe nationale pour cinq buts.

Comme entraîneur, il a remporté avec le Sénégal le Championnat d'Afrique des nations avec le Sénégal en 2022. ■